



REGLEMENT DE CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**LOCATION LONGUE DUREE SANS OPTION D'ACHAT ET ENTRETIEN-
MAINTENANCE DES VEHICULES DE LA CCI DU LOT**

Date limite de remise des offres : 16 mars 2026 à 17 :00

Référence n° 26LOT01L

CCI DU LOT
107, quai Cavaignac – CS 10079
46002 CAHORS Cedex 9

SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation	3
1.1	- Objet	3
1.2	- Mode de passation	3
1.3	- Type de contrat	3
1.4	- Décomposition de la consultation	3
1.5	- Étendue des prestations.....	3
1.6	- Nomenclature.....	3
1.7	- Réalisation de prestations similaires	4
1.8	- Renouvellement.....	4
2	- Conditions de la consultation.....	4
2.1	- Délai de validité des offres	4
2.2	- Forme juridique du groupement	4
2.3	- Variantes	4
2.4	- Développement durable.....	4
2.5	- Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
3	- Conditions relatives au contrat	4
3.1	- Durée du contrat et délais d'exécution.....	4
3.2	- Modalités essentielles de financement et de paiement	4
4	- Contenu du dossier de consultation.....	5
5	- Présentation des candidatures et des offres	5
5.1	- Documents à produire	5
6	- Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
6.1	- Transmission électronique	6
6.2	- Transmission sous support papier.....	7
7	- Examen des candidatures et des offres	7
7.1	- Sélection des candidatures.....	7
7.2	- Attribution de l'accord-cadre	7
7.3	- Suite à donner à la consultation.....	9
8	- Renseignements complémentaires.....	10
8.1	- Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
8.2	- Procédures de recours.....	10

1 Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la prestation de location longue durée et entretien-maintenance de véhicules particuliers sans option d'achat, pour la chambre de commerce et d'industrie du LOT.

Cet accord-cadre inclut la location longue durée sans option d'achat, la livraison, la maintenance, les prestations associées sur la durée du marché.

L'attribution du présent accord-cadre permettra de couvrir l'ensemble des demandes en marques et modèles de la CCI du LOT.

Lieu d'exécution :

107, quai Cavaignac – CS 10079
46002 CAHORS Cedex 9

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum avec maximum de 90 000,00 euros HT sur toute la durée de l'accord-cadre (36 mois fermes) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 - Étendue des prestations

Les estimations faites à partir des éléments actuels remontent une flotte composée de 6 véhicules.

Désignation	Quantité estimée de véhicules
Véhicule de tourisme « segment B Citadine Polyvalente »	4
Véhicule de tourisme « segment D-M2 Berline familiale » ou Monospace– « segment M»	1

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
34110000-1	Voitures particulières
50111000-6	Services de gestion, de réparation et d'entretien de parc de véhicules

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.8 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis : 2027.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. L'ensemble des modalités concernant les groupements d'opérateurs économiques de l'article 12 du CCAG-FCS s'applique au présent accord-cadre.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Développement durable

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS du 01/04/2021 le titulaire veille aux conditions d'exécution des prestations si elles comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Le titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les objectifs de développement durable, dont les éléments figurent au CCP, dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

Durée du contrat : comme indiqué à l'article 6.1 du CCP, l'accord-cadre débutera à compter de sa notification et pour une durée ferme de 36 mois.

Durées d'exécution : chaque durée de location des véhicules sera de 36 mois à compter de la date de livraison du dit véhicule ; ceci pour tenir compte des délais de livraison.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

Le prix du marché est un prix mensuel correspondant à la somme du montant du loyer de chaque véhicule et au coût des prestations d'entretien-maintenance et celles des options complémentaires choisies et définies au CCP.

Les loyers prennent la forme de 36 mensualités identiques.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) dûment complétés,

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

La CCI du LOT attire l'attention des candidats qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides.

Les adresses électroniques indiquées pour le téléchargement seront les seules adresses utilisées pour informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation.

Pour les candidats qui téléchargeraient les dossiers de consultation sans authentification ou si l'adresse communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur de la CCI du LOT pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique et la capacité économique et financière de l'entreprise de l'entreprise :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat) et, le cas échéant, DC4 (déclaration de sous-traitance), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail,
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations faisant l'objet du présent marché, réalisés par l'entreprise au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Liste de références pour des prestations similaires à celles objet du présent marché effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou tout autre moyen permettant d'apprécier les capacités techniques du candidat à réaliser les prestations (prestations prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un Pièces de l'offre par lot :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

Si l'offre n'est pas signée électroniquement au moment de la réponse, la signature électronique sera alors exigée au stade de l'attribution du marché

Si le signataire n'est pas le représentant légal : une délégation de pouvoir ou sa copie dûment datée et signée sera exigée

- Le bordereau de prix unitaires (BPU) (impérativement sous format Excel), complété, daté et signé
- Le mémoire technique fourni par le candidat (impérativement sous format Word), daté et signé
- Les fiches techniques correspondant aux véhicules et prestations proposés par le candidat
- L'agrément aux normes CEE du constructeur des véhicules (certificats de conformité)
- Une attestation de qualification et/ou l'agrément du constructeur

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. A ce titre elle fournira la liste des éventuels sous-traitants, le contenu des prestations sous-traitées et leurs montants, ainsi que les différentes tâches qui leur seraient confiées.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

LES PLIS DOIVENT ETRE DEPOSES SUR LA PLATEFORME SUIVANTE : [marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr)

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats

RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre État-membre de l'Union européenne. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.
Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.
Pour rappel :

- **Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

- **Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1-Prix	70 %
2-Valeur technique (respect de la demande spécifiée au CCP)	20 %
3-Délai de livraison	10 %

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Le critère PRIX noté sur 70 points.

Il sera jugé sur la base d'une commande type issue des prix mentionnés du bordereau de prix unitaires (BPU).

L'offre de prix la plus basse, et jugée conforme, obtient la note maximale.

Les autres offres seront notées par application de la formule suivante :

(Montant de l'offre moins-disante de la « commande » issue du BPU) x (Base de notation : 70 points)

Montant de l'offre correspondant à la « commande » issue du BPU à noter

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (70 points).

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère technique est la suivante :

Le critère VALEUR TECHNIQUE est noté sur 20 points.

L'évaluation du critère technique est réalisée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat.

Il est donc très important que le candidat renseigne avec le plus grand soin son offre technique selon les prescriptions du cahier de clauses particulières.

Le mémoire technique ne pourra pas, en aucun cas, dépasser les 20 pages recto verso (hors fiches techniques, l'agrément aux normes CEE du constructeur des véhicules, les certificats de conformité et l'attestation de qualification et/ou l'agrément du constructeur).

Contenu minimum de l'offre technique :

- délais de livraison,
- délais d'intervention suivant l'appel de demande d'intervention,
- liste ou catalogue des équipements complémentaires disponibles par modèle,
- mise à disposition d'un numéro d'appel gratuit pour toute demande d'assistance,
- mise à disposition d'un véhicule relais de même catégorie en cas d'immobilisation,
- conditions de maintenance,

- conditions d'assistance,
- conditions de restitutions,
- liste exhaustive des éléments précis sur lesquels devra porter la remise en état des véhicules
- modalités d'évaluation.
- limite maximale de remise en état par véhicule.
- modalités d'activation, d'indemnisation et de traitement administratif de la garantie "Perte Financière".
- mesures mises en œuvre pour assurer le traitement et la valorisation des pneumatiques usagés,
- définition des garanties,

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Notation appliquée :

- | | |
|-----------------------|----------------------------|
| • Aucun renseignement | soit : 0 point |
| • insuffisant | soit : 1/5 des points |
| • moyen | soit : 2/5 des points |
| • satisfaisant | soit : 3/5 des points |
| • très satisfaisant | soit : 4/5 des points |
| • parfaitement adapté | soit : le total des points |

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère délai est la suivante :

Le critère DELAI est noté sur 10 points.

L'évaluation du critère délai est réalisée sur la base du mémoire technique fourni par le candidat.

Il sera apprécié sur la base de la moyenne des délais de livraison des véhicules de la commande type.

(Moyenne des délais de livraison des véhicules de la commande type la moins disante) x (10)
 « Moyenne des délais de livraison des véhicules de la commande type du candidat » à noter

- Moyenne moins-disante = correspond au meilleur délai proposé
- Moyenne à noter = correspond au délai de l'offre à évaluer.
- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (10 points)

La note finale sera établie par addition des notes attribuées au critère technique, au critère prix et de la note attribuée au critère délai.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

7.3 – Négociation et Suite à donner à la consultation

Après examen des offres et conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur public se laisse la possibilité d'engager des négociations auprès des trois opérateurs économiques ayant déposé une offre régulière et classés parmi les trois premiers (3) au terme de la première phase d'analyse.

Dans des conditions garantissant l'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure, les opérateurs économiques seront avertis, par l'acheteur public via la plate-forme de dématérialisation (profil d'acheteur) des modalités de la négociation.

L'acheteur public peut procéder à des négociations successives aux fins de se voir apporter des compléments d'information si cela est nécessaire et de nouvelles offres. En tout état de cause, les candidats ne peuvent pas modifier substantiellement leur offre à l'issue des négociations

Ne sont notamment pas considérées comme des modifications substantielles au sens de l'alinéa précédent :

- les informations complémentaires en réponse aux questions des candidats,
- les informations tendant à répondre à d'éventuelles contradictions ou difficultés d'interprétation entre les documents du présent marché qui ne seraient pas directement contraires aux informations déjà transmises.

L'attention des candidats est portée sur le fait que chaque candidat admis à la négociation est entendu dans des conditions de stricte égalité. Aucune information susceptible d'avantager un candidat au détriment d'un autre n'est communiquée par l'acheteur public.

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur peut renoncer à l'avantage de la négociation et attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

La négociation sera effectuée soit en rendez-vous Visio, téléphone ou par courriels
Pour en permettre la traçabilité, tous les échanges seront effectués via le profil acheteur PLACE

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. L'absence de réponse de la CCI du LOT au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Le tribunal territorialement compétent est : Le tribunal administratif du lieu d'exécution du marché.

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV-BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux 103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex-Tél. : 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA) -Tél. : 06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, Secrétaire adjointe du CCIRA) Courriels claire.gachet@direccte.gouv.fr - Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr
--

- ⇒ Référé précontractuel : Conformément à l'article L. 551-1 et aux articles R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché, auprès du tribunal administratif compétent.
- ⇒ Référé contractuel : Conformément à l'article L. 551-13 et aux articles R. 551-7 à R. 551-7 à R. 551-10 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat

peut introduire un référé contractuel contre tout acte de la passation, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut d'un tel avis dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du marché devant le tribunal administratif compétent.

- ⇒ Recours pour excès de pouvoir : Conformément aux articles R. 421-1 et R. 421-2 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant un intérêt à agir, dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours contentieux au tribunal administratif compétent, à compter de la décision lui faisant grief. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative.
- ⇒ Recours en contestation de la validité du contrat Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 (Département du Tarn et Garonne n°358994) : Tous les tiers susceptibles d'être lésés, dans leurs intérêts, par la passation du contrat ou ses clauses, peuvent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité de la signature du contrat, introduire un recours contestant la validité du marché. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative